

La recherche entre connaissance et ignorance

Autoréférentialité et manque d'ouverture

La catastrophe de Fukushima : un cas d'école

Jacques Commaille
Stéphanie Lacour

Ancien président de la fondation RIFEA,

Jacques Commaille est professeur émérite de l'ENS Paris Saclay, à l'Institut des Sciences Sociales du Politique et président du comité d'orientation de l'Alliance Athena. Ses travaux portent principalement sur les rapports entre droit et société. Il a récemment publié *À quoi nous sert le droit?* Gallimard, 2015.

Stéphanie Lacour est juriste et directrice de recherche CNRS, à l'Institut des Sciences Sociales du Politique. Elle dirige le groupement de recherche « Normes, Sciences et Techniques » du CNRS, qui rassemble plus de 50 équipes de recherche françaises de toutes disciplines. Elle a dirigé plusieurs ouvrages sur les normes applicables au développement des technologies émergentes.

QUAND LES SCIENCES
IGNORENT CE QUI LES
CONSTRUIT SOCIALEMENT

L'univers de la « science », toutes disciplines confondues, allant des sciences de la nature aux sciences humaines et sociales, souffre d'un fonctionnement trop autoréférentiel. Le monde social de la recherche interfère de manière évidente sur le monde de la connaissance. Cela est valable quel que soit le contenu que l'on isole dans ce monde social : stratégies de carrière, stratégies de défense de territoires, logiques de spécialisations obéissant à une dynamique indigène de la connaissance, choix d'objet en fonction de ce qui apparaît porteur sur le marché international de la connaissance, luttes de pouvoir, vision du monde conçue en ayant intériorisé que la connaissance peut être un pouvoir sur la société, etc. Ce constat, maintes fois renouvelé, n'a, en lui-même, rien de particulièrement inquiétant. Les connaissances ne sont jamais hors sol, les conditions de leur production et, partant, leur contenu, sont toujours dépendantes du contexte géographique, culturel, économique et social dans lequel ils adviennent. Notre propos ne vise donc pas à remettre en cause l'existence de ces interférences, mais bien le fait que ces liens demeurent, encore aujourd'hui, le plus souvent de l'ordre du non-dit, de l'occulté et, par voie de conséquence, de l'impensé.

Cette absence de réflexivité finit en effet par tisser le voile d'ignorance dont il est question dans ces pages. **Elle produit des conséquences dans le champ des sciences humaines et sociales lui-même, qui se segmente toujours davantage en fonction de logiques tenant moins à la dynamique de la connaissance qu'à des logiques institutionnelles et corporatistes**, comme le démontrait le sociologue Immanuel Wallerstein dans « L'héritage de la sociologie. La promesse de la science sociale », article de référence publié en 1999. Ce processus de segmentation vaut également pour les rapports qu'entretiennent les sciences humaines et sociales avec les autres champs de recherche scientifique. La compréhension et le partage des analyses et arguments des uns et des autres sont hypothéqués par les représentations sociales véhiculées respectivement



Le dévoilement de l'économie de cette autoréférentialité et de la surdétermination du monde scientifique par le monde social qu'elle engendre est indispensable.

par chacun de ces univers. Or, ces représentations sociales sont inscrites dans les cultures respectives et perpétuées dans le cadre des processus de formation.

Cette absence de réflexivité engendre par ailleurs des formes regrettables

d'incompatibilité entre l'univers de la recherche et les citoyens. Qui est intervenu dans le cadre de formations continues ne peut qu'avoir été frappé par le gouffre existant entre la juste vision globalisante que les professionnels du social ont des dysfonctionnements au sein de la société et les façons segmentées dont nous leur répondons (en fonction de notre appartenance disciplinaire et de notre domaine de spécialisation à l'intérieur de cette discipline). L'Alliance nationale pour les sciences humaines et sociales (Athena), qui participe à l'élaboration des positions scientifiques françaises au niveau international et aux stratégies nationales de la recherche en sciences humaines et sociales, soulignait dans *Des sciences dans la Science*, publié en 2014 : « **la valeur des sciences humaines et sociales se situe dans leur vertu explicative, analytique, compréhensive, créative, projective. Elles sont intrinsèquement des sciences impliquées et non appliquées.** Assumer cette valeur [...] revient à s'autoriser l'invention de nouveaux modèles de société, de vivre-ensemble et de créations ».

Une telle valeur n'est pas compatible avec une absence de réflexivité. Le dévoilement de l'économie de cette autoréférentialité et de la surdétermination du monde scientifique par le monde social qu'elle engendre est, en ce sens, indispensable. Pour répondre aux défis auxquels les sociétés sont confrontées, il convient de s'atteler à la construction d'un répertoire des finalités qui articulent les modes de connaissance et maximisent leurs complémentarités potentielles. Cette condition s'impose, nous semble-t-il, pour mieux étudier les questions technologiques tout comme les questions sociétales, en arrêtant enfin de les considérer comme des questions distinctes. Ainsi, en prenant pour hypothèse de départ le caractère normatif des technologies et des techniques qu'elles illustrent, il devient possible de les étudier en faisant appel à tous les outils qui, depuis plusieurs

décennies, ont été élaborés pour connaître et comprendre les normes tout autant que pour ouvrir les boîtes noires qu'elles dissimulent. Cette hypothèse mérite d'être prise au sérieux, et le sujet l'est alors sans doute trop pour être confié à une seule discipline.

Pour réinterroger les normes qui irriguent la technique, il est utile de se pencher sur les conditions de leur édicition, sur les acteurs qui les ont élaborées, sur les formes qu'elles prennent concrètement, les moyens de les modifier, de les interpréter, de leur résister, etc., tout comme sur l'ensemble des forces qui les font tenir ensemble et qui assurent, dans le discours public, la pérennité d'une illusion : celle de leur absence, celle de la pure objectivité de la technique, laquelle relèverait du Sein et non du Sollen, de l'être, non du devoir-être.

Dans cette perspective, comme le note également l'Alliance Athena dans son ouvrage de 2014 : « les sciences humaines et sociales ne sont pas un domaine périphérique, elles n'interviennent pas après coup pour donner un « supplément d'âme » aux autres sciences ou être assignées à la fonction de simple outil d'acceptabilité de ce que le progrès scientifique ou technologique impose ». En l'occurrence, peuvent être requis les outils et concepts des juristes (Munagorri, Hennette-Vauchez, Herrera, Leclerc, *L'analyse juridique de (x), Le droit parmi les sciences sociales*, Kimé, 2016), des sociologues (Dumoulin, Lacour, Leclerc, « Regards croisés sur les objets et les pratiques scientifiques et techniques », *Les Cahiers Droit, Sciences et Techniques*, n°6, PUAM, 2016), sans oublier ceux forgés par des politistes, des anthropologues, des historiens (Pestre, *Introduction aux Science Studies*, La Découverte, 2006) et peut-être même des économistes. La sociologue Sheila Jasanoff l'a souligné, se donner les moyens d'un tel projet implique, pour chacune des disciplines concernées, d'accepter de lever le voile de l'ignorance dans laquelle elle se drape au sujet des connaissances produites par ses consœurs mais aussi de prendre au sérieux l'ensemble des dimensions des objets techniques observés et des pratiques qui leur sont associées, de même que leurs acteurs. Ouvrir ses références, en somme, pour intégrer, dans l'espace de nos réflexions, l'ensemble des connaissances disponibles et la plus grande variété possible des questionnements sociaux. Ainsi, comme le suggère l'Alliance Athena dans *Des Sciences dans la Science*, sans approbation ni contestation pure, travailler au « déchiffrement des interprétations, des controverses, des pratiques afin de conforter la délibération publique ».

Pour aller plus loin

Retrouvez l'article de Jacques Commaille et Stéphanie Lacour, ainsi que des contenus complémentaires sur fellows.rfiea.fr

Thierry Ribault

[EURIAS, Delmenhorst, 2016-2017]

NUCLÉAIRE – QUAND LA SCIENCE IGNORE L'IGNORANCE

Depuis que la vérité est donnée pour morte, il est devenu extrêmement facile de déguiser des policiers en *fact-checkers*. Le *fact-checking*, nouveau segment de l'industrie de la vérité, épaulé par des comités d'éthique scientifique toujours prêts à trier le bon doute du mauvais, aboutit à une autre impasse de la véritocratie, à savoir l'incapacité à appréhender l'ignorance organisée. Fruit d'une inaction institutionnelle, celle-ci est générée et reproduite au sein même des institutions scientifiques, des autorités de réglementation en charge de la protection sanitaire et des groupes d'experts. Comprendre pourquoi on ne connaît pas ce que l'on ne connaît pas, n'est pas une affaire de décodeur, ni d'éthique. L'observation du désastre nucléaire de « Fukushima » nous amène à identifier deux vecteurs de la production d'ignorance institutionnelle.

Le premier est constitué de ce que Robert Proctor, historien des sciences, a appelé la « science non faite » (*undone science*). Cette science qui aurait dû être réalisée, mais ne l'est pas, est une forme absolue de l'ignorance. Ici, elle consiste en une triple réduction de la connaissance du désastre et de ses dégâts. D'abord, une réduction spatiale : 48 des 59 municipalités du département de Fukushima n'ont reçu aucun ordre d'évacuation et les zones à accès limité ont été rapidement réduites puis rouvertes. Pourtant, la contamination n'est pas « locale », au moins 10 % du territoire japonais est touché. Ensuite, une réduction de la connaissance relative à la dose reçue : il n'existe aucune estimation de dose fiable ; sur une quinzaine

Thierry Ribault

Thierry Ribault est chercheur au laboratoire Clersé du CNRS à l'Université de Lille. Il contribue à une nouvelle sociologie politique de la connaissance et de l'ignorance en prenant le nucléaire comme champ d'étude. Il a été, de 2013 à 2016, responsable scientifique du Laboratoire international associé du CNRS-InSHS « Protection humaine et réponses au désastre - Soins intensifs en sociétés industrielles », en partenariat avec l'Université Doshisha à Kyoto et l'Université de Fukushima. Il a publié avec Nadine Ribault *Les Sanctuaires de l'abîme - Chronique du désastre de Fukushima* (éditions de l'Encyclopédie des nuisances, Paris, 2012).

de catégories de radionucléides identifiées, seules trois ont été prises en considération ; l'un des principaux contaminants, l'Iode-131, n'a pas fait l'objet d'investigations au début du désastre ; l'exposition interne au rayonnement n'est pas étudiée de manière approfondie. Enfin, une réduction de l'ampleur des enquêtes sanitaire et environnementale : aucune comparaison n'a été réalisée avec les autres départements touchés ou non par la contamination ; les travaux scientifiques sur les premiers impacts visibles de la contamination sur le biotope sont ignorés ; l'examen de l'alimentation est limité par un échantillonnage arbitraire ; les atteintes psychologiques sont éludées, réduites à une peur de l'exposition à la radioactivité.

Le second vecteur de production d'ignorance réside dans le changement de paradigme menant d'une gestion collective des risques fondée sur des normes techniques d'acceptabilité de la contamination, à une optimisation individuelle fondée sur des normes culturelles et comportementales. En prétendant faire naître une « culture pratique de la protection radiologique » et encourager l'habilitation des populations (*empowerment*) par la coproduction de connaissance et la cogestion des dégâts, le passage d'une *culture des normes* à la *culture comme norme* légitime la réduction du savoir tout en confortant ceux qui, mobilisés en tant que co-experts de leur vie quotidienne, n'ont plus confiance en la science. L'*empowerment* théorique devient un *depowerment* de fait, une responsabilisation sans pouvoir, tant cette autogestion est organisée par le pouvoir de l'État et de ses médiateurs, là où c'est l'autogestion qui devrait s'organiser en pouvoir. Dans ce nouvel esprit du nucléarisme, les dispositifs « citoyens » de production et de circulation de savoir sont invités à s'inscrire sur la liste des « parties prenantes » d'une contamination responsable et à une victimisation engagée. L'ignorance repose ici sur l'irrationalité selon laquelle il existerait, dans le monde physique, un entre-deux de la contamination où l'exposition au rayonnement serait simultanément dangereuse en théorie et inoffensive dans les faits. Toute légitimation de l'existence d'un tel entre-deux de la vérité, ne peut que mener à l'extrémité de la violence d'un « vivre avec » indispensable au maintien des apparences socialement nécessaires à la rationalisation de l'irrationnel. En permettant d'organiser sans contradiction la réalité contradictoire, ce



rétrécissement cognitif contribue au développement d'une fausse conscience à travers l'idéologisation. Celle-ci est fonction de modifications structurelles profondes de la prise de conscience sociale et non point de l'action superficielle des techniques de persuasion. L'objet n'est pas tant de cacher ou d'obstruer le savoir, que de montrer qu'avec moins ou peu de connaissance, on peut finalement s'en tirer et sans doute mieux qu'avec trop. Il s'agit là d'une des principales conséquences de la maximisation de l'efficacité épistémique : procurer aux régulateurs des avantages organisationnels en termes de rapidité accrue, de recours minimisés aux ressources, et de gain en légitimité politique face à la pression du public, afin de rassurer vite et au moindre coût. En sachant progressivement de plus en plus sur de moins en moins, la logique qui guide l'élaboration des normes de risque revient à faire compter moins de connaissance pour plus. Connaissance et ignorance s'accumulent ainsi simultanément. L'ignorance justifie ce qui a été ignoré, encourageant la légitimation de l'inaction réglementaire.

Identifier la production d'ignorance à la production de doute, au fruit d'une conspiration d'entreprises puissantes, d'acteurs gouvernementaux, de scientifiques dévoyés, de « lobbies religieux ou idéologiques », ou encore au mensonge, c'est lui faire subir, à son tour, une réduction qui ne permet pas de comprendre les raisons socialement et politiquement

définies, qui amènent à produire de l'ignorance de manière organisée. En cherchant les coupables du négatif, la logique de la dénonciation des ennemis de la vérité humanise le danger de la déshumanisation. Bureaucrates aveugles, scientifiques corrompus et idéologues manipulateurs seraient ainsi en cause, et non le processus objectif de production de l'ignorance institutionnelle, indissociable de la production de connaissance et de l'aménagement du monde duquel elle participe. De fait, **là où l'ignorance est nommée, elle n'existe pas, et là où elle existe, on ne la nomme pas.**

Dans le combat qu'ils prétendent mener contre le conspirationnisme – non sans être motivés par leur crainte d'« un risque d'impact réel sur les budgets alloués à la recherche », pour reprendre la formulation d'un avis récent du comité d'éthique d'un organisme national de recherche – les détecteurs de vérité éludent le fait que l'ignorance peut naître dans le cours même de la production de connaissance. En désignant un ennemi extérieur au système scientifique (ou, s'il en fait partie, déviant au regard des règles éthiques) la dénonciation de la politisation du savoir élude le fait que, soumis à des contradictions inhérentes à sa production, le savoir est un fait politique. Sous couvert d'« éduquer les citoyens » et de « renforcer la confiance du public dans la science et ses serviteurs » (pour le scientisme, l'ignorance est en effet toujours d'abord celle des foules crédules), l'anti-conspirationnisme court alors le risque d'être un conspirationnisme qui s'ignore, tout en ignorant l'ignorance produite.

Pour aller plus loin

Retrouvez l'article de Thierry Ribault ainsi que des contenus et références complémentaires sur fellows.rfiea.fr

4 instituts d'études avancées en réseau

IMéRA, IEA d'Aix-Marseille
Collegium de Lyon
IEA de Nantes
IEA de Paris

Direction éditoriale

Olivier Bouin

En partenariat avec

THE CONVERSATION



Contactez-nous!

Fondation RFIEA
Julien Ténédos
Aurélien Louchart
contact@rfiea.fr
01 40 48 65 57



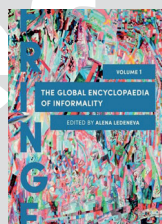
rfiea.fr

54 bd Raspail
75006 Paris

APPEL À CANDIDATURES

Chaque année académique, le **Collegium de Lyon** invite une quinzaine de chercheurs de haut niveau pour un séjour de cinq ou dix mois. Les projets de recherche peuvent relever du programme blanc, qui comprend un très large éventail de disciplines, d'objets de recherche et de questions de société, ou de programmes fléchés. Les projets qui s'inscrivent dans l'une des thématiques prioritaires de l'Initiative d'excellence de l'Université de Lyon seront considérés avec une particulière bienveillance (biosanté et société, sciences et ingénierie, humanités et urbanité). Les candidatures doivent être déposées exclusivement en ligne et avant le 30 septembre 2018 pour un séjour en 2019-2020.

En savoir plus et déposer une candidature : www.collegium-lyon.fr



de l'**IEA de Paris** en 2014, la sociologue **Alena Ledeneva**, professeure de politique et société à l'University College London, a dirigé la rédaction de l'ouvrage. En cartographiant les zones grises, les frontières floues, les types d'ambivalence et les contextes de complexité, ce livre crée la première carte mondiale de l'informalité. La base de données d'accompagnement peut être consultée par région, mot-clé ou type de pratique.

Alena Ledeneva (dir), *The Global Encyclopaedia of Informality*, Londres, UCL Press, 2018

PUBLICATION

Plus de 200 chercheurs de toutes disciplines ont collaboré pour donner naissance aux trois volumes de *The Global Encyclopaedia of Informality* (UCL Press). Résidente

RÉCOMPENSES

Le philosophe **Souleymane Bachir Diagne**, membre associé de l'**IEA de Nantes**, reçoit le *Frantz Fanon Lifetime Achievement Prize* pour l'ensemble de son œuvre et pour sa contribution au « renouvellement des études africaines ». L'économiste et écrivain **Felwine Sarr**, actuel chercheur-résident à l'**IEA de Nantes**, reçoit le prix *Nicolás Guillén Outstanding Achievements in Philosophical Literature* qui récompense le chercheur-écrivain et artiste pour sa contribution au domaine de la pensée et du développement institutionnel. Les deux résidents se sont vus distinguer le 21 juin lors d'une rencontre organisée par la Société sénégalaise de philosophie et l'Association caribéenne de philosophie.